

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Non, non, j'insiste! Après vous, monsieur.

La diffusion, la semaine dernière, de la United States' Trade Policy Review (examen des politiques commerciales des États-Unis) – la dixième de son genre et la plus nombreuse parmi les membres de l'OMC – a planté le décor pour un débat animé auquel ont participé un peu plus de 40 délégations et au cours duquel on a abordé plus de 200 questions. Les fonctionnaires de l'OMC ont déclaré que les membres ont en général loué les États-Unis d'être restés « l'une des économies les plus transparentes et les plus ouvertes du monde » et de ne pas avoir mis en œuvre des changements de politique radicaux pendant la période faisant l'objet de l'enquête (2007 à 2009) – bien que l'on puisse soulever des préoccupations légitimes au sujet de certaines dispositions telles « Buy America » (Achetez américain) ou du sauvetage de l'industrie automobile. Ceci étant dit, les choses n'étaient pas toutes roses pour les États-Unis, car les membres, particulièrement les économies émergentes, ont sauté sur l'occasion pour critiquer les États-Unis au sujet de leur récente position commerciale et de leur manque de leadership dans ce domaine. Les critiques de la Chine étaient parmi les flèches les plus acérées lancées aux États-Unis, certainement à cause des nombreux différends dans lesquels ces deux poids lourds sont impliqués (manipulation des devises, importations de poulet, pourparlers sectoriels, etc.). L'ambassadeur de Chine auprès de l'OMC, M. Sun Zhenyu, a fustigé les États-Unis d'avoir imposé leurs propres intérêts en matière d'exportations sur les marchés émergents, tout en négligeant par ailleurs d'aborder la façon dont ils projettent d'améliorer leur propre contribution afin de mener Doha à une issue heureuse. Il est grand temps, a déclaré M. Zhenyu, que les États-Unis « adoptent une approche plus pragmatique et réaliste à l'égard du Cycle de Doha », avis que partagent le Brésil, l'UE et l'Inde. En réponse aux critiques, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, a simplement répété qu'il s'impose de voir les économies qui connaissent une croissance rapide prendre davantage les rênes des pourparlers de Doha, balayant d'un revers de la main ce que les États-Unis considèrent comme des arrhes qu'ils versent pour amener les pays en développement à s'engager dans les pourparlers sur l'accès aux marchés, notamment les initiatives sectorielles. Tout comme dans l'antique débat sur la poule et l'œuf, ceci se résume à savoir qui, des États-Unis ou des économies émergentes, cèdera le premier pour permettre à Doha d'aller de l'avant.

Semaine de l'agriculture

La réunion ouverte sur l'agriculture du 27 septembre a été le théâtre d'un débat animé sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), qui était partiellement alimenté par de nouvelles propositions officieuses déposées par le Costa Rica – avec le soutien de quelques pays en développement exportateurs de produits agricoles – qui cherche à avoir accès au marché d'autres pays en développement.

L'analyse a ranimé le débat de longue date entre deux groupes de pays en développement; d'un côté, ceux qui cherchent à renforcer les règles afin de protéger leurs agriculteurs (les pays du G-33, Indonésie en tête, entourée de ses comparses, en l'occurrence la Barbade, la Chine, la République dominicaine, le Salvador, l'Inde, la Corée, les Philippines, la Turquie et le Venezuela) et ceux, d'autre part, qui déclarent que le MSS actuel sera préjudiciable à leurs propres producteurs (Chili, Colombie, Paraguay, Thaïlande).

L'analyse du Costa Rica s'inscrivait à l'appui d'un document présenté par l'Australie et le Canada plus tôt cette année, dans lequel ils décrivaient à quelle fréquence le MSS pourrait être déclenché si les membres acceptaient les lignes directrices proposées qui ont été récemment déposées par le G-33. Essentiellement, le document du Costa Rica demande que le MSS soit jugulé afin qu'il ne s'applique qu'aux produits qui ont été libéralisés au moyen de réductions tarifaires, qu'il ne soit déclenché que par des augmentations subites véritables des importations et non par les variations ordinaires

du commerce normal, et que les augmentations tarifaires soient limitées aux tarifs consolidés antérieurs au Cycle de Doha. Le G-33 a fait valoir que les contraintes proposées par le Costa Rica rendraient l'utilisation du MSS trop difficile et que le document représente un recul par rapport à ce qu'avaient reconnu précédemment les membres, en l'occurrence que les tarifs consolidés antérieurs au Cycle de Doha pouvaient être dépassés.

L'Ukraine, membre ayant accédé récemment, a jeté de l'huile sur le feu en demandant que les pays qui ont rejoint l'OMC très récemment et qui ont des économies comparables à celles des pays en développement aient le droit d'utiliser le MSS avec un tarif temporaire qui pourrait dépasser les tarifs consolidés antérieurs au Cycle de Doha. L'Ukraine a expliqué que son économie est en pleine réforme et que ses tarifs agricoles s'établissent en moyenne autour de 11 %, et que les tarifs effectivement appliqués sont les mêmes que les plafonds légalement consolidés. Quoi qu'il en soit, l'Ukraine s'est heurtée à une forte opposition en raison des exemptions dont les pays qui ont récemment accédé à l'OMC bénéficient déjà.

Modèles

Après des exposés successifs sur le soutien intérieur, les subventions à l'exportation et les modèles pour l'accès aux marchés présentés par le Canada, l'Australie et l'UE, certains membres pensaient qu'il était temps que les négociations commencent à se concentrer sur le fond au lieu de ne porter que sur les modèles et les données, comme cela avait été le cas au cours des quelques derniers mois, particulièrement puisque le travail sur les modèles a fait ressortir certaines ambiguïtés figurant dans le projet de modalités de décembre 2008.

Par conséquent, l'Argentine, la Chine et l'Inde ont fait circuler un document dont l'objet est de clarifier ces ambiguïtés et de demander un débat parallèle sur cette question et sur tout autre sujet découlant du projet de modalités de 2008. Après qu'une consultation en petit groupe eut été tenue sur ce sujet, l'ambassadeur Walker a divisé la question en trois catégories :

- 1) les questions révélées par le travail sur les modèles qui doivent être clarifiées;
- 2) les questions qui dépassent la portée du travail technique;
- 3) les dispositions de l'Accord sur l'agriculture qui doivent être modifiées.

M. Walker a déclaré qu'il continuera de consulter les membres au cours des prochaines semaines à ce sujet et d'autres, notamment ceux soulevés cette semaine par Cuba au sujet des disciplines afférentes au crédit à l'exportation – c.-à-d. que des flexibilités supplémentaires soient accordées aux pays les moins développés et en développement qui ne sont pas des importateurs nets d'aliments, et particulièrement ceux qui dépendent des importations.

Les pourparlers sur l'agriculture de cette semaine ont contribué à s'éloigner de la tendance de l'année dernière, qui consistait à tenir de courtes réunions sur des questions techniques et seulement sur les modèles. Les membres se sont montrés véritablement disposés à engager le débat sur le fond – du moins sur le MSS – et c'est ce message que l'ambassadeur Walker a l'intention de transmettre au cours des prochaines semaines afin d'informer l'ensemble des membres avant la prochaine semaine de l'agriculture prévue pour la semaine du 6 décembre, et à laquelle participeront probablement davantage de fonctionnaires des capitales.

Prochains événements

- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 18 mars 2011
- Réunion en petits groupes sur l'agriculture, semaine du 4 octobre 2010 (à confirmer)
- Conseil général, 12-13 octobre, 14-15 décembre 2010
- Élections de mi-mandat des États-Unis, 2 novembre 2010
- Sommet du G-20, 11-13 novembre 2010, Séoul
- Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 13-14 novembre 2010, Yokohama
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 18 novembre 2010, mars, juin, septembre et novembre 2011
- Semaine de l'AMNA, 22 novembre 2010
- Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, 29-30 novembre 2010, Paris
- Consultations sur l'agriculture, semaine du 6 décembre 2010
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 18 mars 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada